



COLLECTIF DIRECTEURS DE L'UFMICT-CGT

COMMUNIQUE DE PRESSE

T2A, l'imposture gouvernementale

Le passage de la T2A à 100% et sa convergence public/privé sont annoncés à grand renfort médiatique. Cette annonce laisse à penser que l'activité serait mieux et plus équitablement financée. La réalité est tout autre.

Quelles que soient les appréciations de chacune et de chacun sur le fond de la T2A, il nous semble indispensable de préciser quelques aspects de cette imposture gouvernementale. La tarification à l'activité, si elle se veut cohérente et dans la logique de sa définition devrait satisfaire les besoins et les exigences des prestations. Si nous étions dans une démarche réelle partant de l'activité, les crédits ne pourraient être définitifs qu'au terme de l'exercice. Or l'enveloppe nationale permettant le financement des établissements est bloquée suite au vote du PLFSS.

En effet, l'élaboration des tarifs n'est qu'une répartition arithmétique de l'ONDAM. L'écart pour les établissements publics de santé entre T2A à 100% et coût des activités se creuse.

L'autre aspect de l'imposture repose dans la décision dont il n'est pas fait grand cas, de baisser les tarifs de 3,7% au moins. Et la hausse de l'inflation n'est pas prise en compte non plus !

Par ailleurs, l'obligation d'une augmentation minimum de 1,7% des activités, pour avoir une augmentation des tarifs, est totalement fantaisiste.

Autrement dit, pour avoir les mêmes crédits, il faudrait donc une augmentation d'activité de plus de 5% pour chaque établissement.

Qui plus est, l'évolution de l'ONDAM est très en dessous des besoins. Par exemple, cette année, la FHF revendique plus de 4% pour la simple reconduction des moyens. En ce qui nous concerne, pour tenir compte des retards accumulés, nous établissons le niveau d'augmentation indispensable à la hauteur de 8%.

Le système de financement actuel profite clairement au secteur marchand. Même la cour des comptes a dénoncé le siphonage des budgets hospitaliers 2006 par les cliniques privées à hauteur de près de 200 millions d'euros par l'Etat. Les évolutions des dépenses 2007 par rapport à 2006 pour ce secteur.

La réalité est donc que la T2A à 100% ne peut être une perspective positive pour les établissements. Cela va se traduire par une aggravation de la pression financière, une culpabilisation supplémentaire de tous les acteurs et en particulier les gestionnaires et les médecins.

Il est urgent que la vérité soit enfin dite sur le mécanisme actuel de restriction du financement des hôpitaux publics et qu'un débat soit entrepris sur les moyens à apporter à la santé et à la fonction publique hospitalière.

Montreuil, le 12 octobre 2007

Fédération de la santé et de l'Action Sociale

Case 538 • 93515 MONTREUIL Cedex • Tél. : 01 48 18 20 92 • Fax : 01 48 18 29 84
BOURSE NATIONALE DU TRAVAIL • 263, rue de Paris, MONTREUIL • Métro : Porte de Montreuil

Site internet : www.cgt.fr/santeas • e-mail : ufmict@sante.cgt.fr